

FEDERATION FRANCAISE DE BASEBALL ET SOFTBALL

LA PREMIERE MARCHE

Présidence de Jacques MARTINEAU

Bilan et perspectives

1974 - 1981

ORGANISATION FEDERALE (1)

LA SITUATION EN 1974 :

- La Fédération est inexistante
- La Fédération n'a pas de règlements (intérieur, généraux, sportifs, etc...)
- Crédibilité nulle auprès des pouvoirs publics
- Aucune équipe constituée
- Budget ridicule inférieur à 5.000 (CINQ MILLE FRANCS)
- La Fédération se relève à peine d'une rupture douloureuse
- Une rivalité interne insupportable et néfaste au Baseball

POURTANT ON PEUT NOTER

- Quelques clubs existants
- La volonté de son secrétaire général de sauver le baseball
- Un instinct réel de survie

ORGANISATION FEDERALE (2)

LE BASEBALL S'ORGANISE

DEPUIS 1976

- La Fédération *change* de nom et devient "FEDERATION FRANÇAISE DE BASEBALL ET DE SOFTBALL"
- Grâce à l'action d'une équipe fédérale structurée et à l'enthousiasme de ses nouveaux dirigeants

la Fédération se dote :

- de nouveaux statuts, d'un règlement intérieur, de règlements généraux, de règlements sportifs (P. TUGAULT, O. DUBAUT)
- de licences en conformité avec les dispositions gouvernementales (P. TUGAULT, A. DUCAUZE]
- d'un siège social au C.N.O.S.F., 23 rue d'Anjou PARIS 75008

la Fédération parvient :

- à gérer son budget, à le maintenir en équilibre, à régler ses dettes, à investir et à appliquer son programme de développement (X. FORTIN)
- à constituer une commission sportive fonctionnelle (P. TUGAULT, E. DUBAUT, J. RODRIGUEZ, M. GARCIA)
- à démarrer son action au niveau des clubs (A. DUCAUZE, M. GARCIA).

ORGANISATION FEDERALE (3)

LA FEDERATION DEVIENT CREDIBLE :

- Les différents ministères des sports continuent l'action amorcée dès 1976 sous l'impulsion du Dr HERAUD avec l'accord de Jean-Pierre SOISSON.
Paul DIJOUD permet à la Fédération de prendre son premier vrai départ
- Depuis son habilitation, le directeur des sports et en particulier M. GROSPAILLET, avec l'appui remarquable du Président du C.N.O.S.F. Claude COLLARD soutiennent l'action fédérale.
- Le Baseball en France devient une réalité

DEPUIS TROIS ANS :

- Il existe un bulletin fédéral BASEBALL EN FRANCE (C. ROGUIER)

ORGANISATION FEDERALE (4)

DES RESULTATS SPORTIFS REELS ET APPRECIABLES

- 1.100 licenciés
- Près de 2.000 pratiquants
- 23 clubs
- 11 établissements scolaires
- 37 activités baseball
- 67 points d'ancrage de baseball sur le plan national
- Un budget fédéral de fonctionnement de plus de 300.000 (TROIS CENT MILLE FRANCS)
- Un budget fédéral global supérieur à 700.000 (SEPT CENT MILLE FRANCS)

ORGANISATION FEDERALE (5)

SUR LE PLAN NATIONAL EN 1980 DES COMPETITIONS

- Un championnat de France en division nationale I
- Un championnat de France en division nationale II
- Un challenge national Junior
- Un championnat de France Cadet
- Un championnat de France de Softball féminin
- Stages de dépistage
- Stages de perfectionnement et de sélection
- Stages de marquages et d'arbitrages (nationaux et départementaux)

SUR LE PLAN INTERNATIONAL EN 1980

- Participation aux différentes compétitions internationales (championnats d'Europe, coupe d'Europe, tournois, matches amicaux, etc...)

DIRECTION DES EQUIPES DE FRANCE (1)

A SON ACTIF GRACE A UN BUDGET EN CROISSANCE ET UNE VOLONTE DE DEVELOPPEMENT :

- Un programme très chargé dans toutes les catégories d'âges qui a fortement augmenté depuis 1975
- Des résultats dans l'ensemble meilleurs sur cinq ans en catégorie senior malgré le désastre de la coupe du nord en 1978.
- De sérieux espoirs en cadet (5^{ème} aux championnats d'Europe 1979; une des meilleures équipes du tournoi de Ramstein 1980).
- Une bonne mentalité en junior d'une jeune équipe qui devrait progresser malgré des résultats faibles.
- 24 journées de stages organisées en 1980 (dépistages régionaux, nationaux, internationaux)
- L'équipe de France engagée en 4 catégories (senior, junior, cadet et softball junior) en 1980
- Enfin un manager sérieux et estimé de tous G. DUCLOS.

Bilan et perspectives J. MARTINEAU Nov. 1980

DIRECTION DES EQUIPES DE FRANCE (2)

SPORT DE HAUT NIVEAU :

depuis 1978

- Tentatives de Formation de cadres techniques (stages, etc...)
- Attribution de Bourses Fédérales en 1980
- Paiement en 1979 et 1980 de vacations et d'indemnités
- Mise à la disposition de la Fédération des Militaires du Bataillon de Joinville
- Demande auprès du ministère de 2 postes de C.T.R.

RESULTATS :

- Stages insuffisants pour ne pas dire inexistantes
- Les quelques athlètes dits "de haut niveau" ne se sont pas montrés à la hauteur des espoirs que la Fédération avait mis en eux.
- Echec total en ce qui concerne l'action des joueurs de haut niveau placés au B.J.
(Il s'agit uniquement pour les joueurs d'une planque pour ne pas remplir leurs obligations militaires)
- La Direction des Equipes de France est en partie responsable de cette situation
(Manque de fermeté vis-à-vis des athlètes, aucun stage de formation de cadres).

DIRECTION DES EQUIPES DE FRANCE (3)

PROBLEMES

- Manque de sérieux de certains joueurs dits « internationaux »
(assiduité insuffisante, forfaits etc...).
- Manque d'effectifs de valeur pour faire de véritables sélections.
- Manque d'encadrement technique de bon niveau
(Seul G. DUCLOS, en tant que manager, fait exception à la règle).
- Manque de rigueur de la Direction des Equipes de France dans l'envoi des programmes, convocations etc.
- Manque de moyens en équipement (uniformes usagés, battes, matériel de jeu etc...).
- Manque de stade de Baseball réglementaire
(Absence de douches, salle de musculation, massage, etc...).
- Manque de coordination entre le Secrétaire Général et la Direction des Equipes de France.

DIRECTION DES EQUIPES DE FRANCE (4)

SOLUTIONS

- Un directeur technique national indépendant des clubs à plein temps.
- Deux ou trois instructeurs nationaux à plein temps ayant des contrats de C.T.R.
- Un stade Baseball au niveau national digne de ce nom.
- Des moyens très importants en matériel et équipement.
- Un support administratif fédéral sérieux.
- Une volonté de réussir en écartant définitivement de la sélection nationale les « vieux sénateurs ».
- En assurant dans les clubs de base une formation continue des cadres sportifs.
- En se perfectionnant à l'étranger en participant à des stages.

DIRECTION DES EQUIPES DE FRANCE (5)

Et pourtant depuis 1976

La Direction des Equipes de France :

- a organisé 43 journées de stages
- a participé à 31 matches internationaux
 - . en catégorie senior :
 - . en catégorie junior :
 - . en catégorie cadet :
- a fait connaître le baseball français à travers l'Europe :
(Angleterre, Belgique, Espagne, Hollande et Italie).

RELATIONS AVEC LES AUTORITES DE TUTELLE (1)

(MINISTERE, C.N.O.S.F.)

EN 1974 : LE BASEBALL N'EST PAS PRIS AU SERIEUX

- Initiatives individuelles et ponctuelles sans grands résultats
- Relations suivies inexistantes

EN 1980 : LA FEDERATION FRANÇAISE DE BASEBALL ET DE SOFTBALL EXISTE

- Habilitation en 1976
- Relations suivies avec le gouvernement au plus haut niveau
(Les Ministres M.M. Paul DIJOUUD et Jean-Pierre SOISSON)
- Action suivie et continue avec la Direction des Sports
(M.M. Jacques PERILLIAT et GROSPÉILLET)
- Contacts permanents avec les différents services du Ministère des Sports
(M.M. BOUE, CHARMEILLE, BUREL, DELAVIER etc...)
- Excellentes relations avec le C.N.O.S.F. et son Président Claude COLLARD
- Des actions concrètes avec, les Directions Départementales des Sports.

RELATIONS AVEC LES AUTORITES DE TUTELLE (2)

(MINISTERE, C.N.O.S.F.)

DBS RESULTATS CONCRETS :

- une subvention de fonctionnement multipliée par trente : 100.000 (cent mille francs)
- un budget d'investissement en 1980 de 400.000 (QUATRE CENT MILLE FRANCS)
- une action aide aux clubs réelle de 2.000 (DEUX MILLE FRANCS) en 1974
70.000 (SOIXANTE DIX MILLE FRANCS) en 1980
- un soutien aux actions ponctuelles exceptionnelles
 - 5.000 (CINQ MILLE FRANCS) en 1979 (Equipe de France)
 - 10.000 (DIX MILLE FRANCS) en 1980 (Equipe de France)
 - 5.000 (CINQ MILLE FRANCS) en 1980 (Congrès CEBA à Paris)
 - 30.000 (TRENTE MILLE-FRANCS) en 1981 (Championnat d'Europe Cadet)

RELATIONS INTERNATIONALES (1)

EN 1974 :

- Relations symboliques aux niveaux Européen et Mondial
- Action plus concrète sur le terrain mais prestations limitées
- Image de marque dégradée et peu sérieuse

EN 1980 :

- La France a un rôle à jouer sur le plan international
 - une présence indispensable et souhaitée à la CEBA par la plupart des pays européens
- une confiance témoignée lors du dernier congrès à Paris
- des relations privilégiées avec les plus grandes nations de baseball
- un respect à part entière dû à aucune compromission

RELATIONS INTERNATIONALES (2)

DEPUIS 1976

- Participations :
 - o aux congrès CEEA et ESF :
(Stockolm (1976), Amsterdam (1977), Anvers (1978), Rimini (1978), Trieste (1979), Paris (1980))
 - o au congrès mondial de l'AINBA Rimini (1978), Los Angeles (1979)

- Organisation à Paris en 1980 avec un brillant succès :
(en présence du représentant du ministre et du président actuel de l'AINBA Carlos GARCIA) :
 - o du congrès ESF (European Softball Fédération)

 - o du congrès CEBA (Confédération Européenne de Baseball Amateur)

RELATIONS INTERNATIONALES (3)

- *Organisation en 1976 de l'EUROLIGUE*
Conjointement avec l'Allemagne, la Belgique, la Hollande
2 équipes françaises engagées
- *Participation sans interruption aux différentes coupes d'Europe avec le PUC et le NUC*
- *Organisation de la coupe Méditerranéenne à Paris*
- *Participation à des stages d'arbitres internationaux (en Allemagne et en Belgique)*
- *Participation aux championnats d'Europe*
 - o *Senior en 1975*
 - o *Éliminé en 1977*
 - o *Junior en 1973 et 1980*
 - o *Cadet en 1979*
- *Organisation de nombreux matches internationaux et tournois avec la participation de nombreux clubs français*
PUC, NUC, BCF, LIMEIL, BRUNOY, St GERMAIN, STRASBOURG, etc...

RELATIONS INTERNATIONALES (4)

Un programme déjà établi pour l'an prochain avec le témoignage d'une prise en considération de la part de nos partenaires.

POUR 1981

- Organisation des championnats d'Europe cadet 1981 à Paris.
- Championnat d'Europe senior 1981 à Amsterdam
- Invitation aux championnats du monde junior aux U.S.A. en juillet 1981.

Bilan et perspectives J. MARTINEAU Nov. 1980

RELATIONS INTERNATIONALES (5)

Et pourtant la situation va se dégrader :

- . La France ne pourra remplir son contrat d'organisation d'Europe Cadets 1981 (manque de bénévoles ...)
- . Alors que l'élection d'un français a la C.E.B.A. était possible et quasi certaine après le congrès C.E.B.A. de Mars 1980, qu'en sera-t-il en 1981 ?
- . Après tant d'efforts pour sortir les Européens de leur scepticisme sur la triste réalité du Baseball en France, il suffira de quelques hésitations pour plonger à nouveau nos voisins Européens dans le doute.

SECRETARIAT GENERAL (SG) (1)

- Seule fonction concrètement occupée en 1974.
- Le SG dirige la Fédération .
- Le volume de travail est déjà énorme pour une personne seule.

EN 1980

- Le SG devrait administrer la Fédération.
- Il convoque et rend compte des activités fédérales (Bureau, CD, AG etc...).
- Il est le lien indispensable avec les clubs (information, nouveaux clubs, licences etc...),
- Avec le président et le trésorier, il prépare le budget.
- Le SG participe activement aux relations avec le CNOSF et le Ministère.
- Il est responsable de l'administration des équipes de France.
- Etc.,

SECRETARIAT GENERAL (SG) (2)

PROBLEMES

- Une charge trop importante.
- Pas de local, pas de rangement correct possible.
- Pas de secrétaire pour évacuer le courrier
- Une activité trop irrégulière.
- Un manque de suivi des actions entreprises
- Conséquence : des négligences inévitables.

SOLUTION

- Un homme qui puisse se consacrer pleinement à sa fonction de secrétaire Général.
- Un candidat bénévole indépendant des Clubs ayant une sérieuse expérience de la gestion.
- Un local.
- Une secrétaire à plein temps.

Attention : le Secrétariat Général nécessite un travail de tous les jours

LA TRESORERIE GENERALE (1)

En 1974

- La trésorerie est pratiquement inexistante
- Les comptes sont répertoriés sur un cahier d'écolier
- Le budget est minuscule
- Les clubs payent leur cotisation quand ils le désirent, souvent avec un ou deux ans de retard.
- Pas de carton-licence; le prix des licences varie de 3F à 5 F
- Aucune action fédérale n'est possible compte-tenu de l'indiscipline des clubs sur le plan financier
- Etc.,

TRESORERIE GENERALE (2)

Aujourd'hui, nous pouvons nous féliciter d'avoir eu depuis 1976 :

- Un trésorier exceptionnel
- Des budgets sans cesse en équilibre
- Des cotisations payées en temps
- Un chiffre d'affaire qui a doublé pratiquement tous les ans pour atteindre plus de 300.000 F en 1980
- Une tenue des comptes satisfaisante par chapitre, au jour le jour
- Les moyens financiers pour réussir quelques progrès notables (championnats nationaux, stages, matches internationaux, aides aux clubs, bourses fédérales aux sportifs de haut niveau, etc...)

Cependant, pour soulager le trésorier de cet énorme travail, quelques améliorations ont possibles avec :

- L'aide d'un expert comptable
- L'aide d'une secrétaire à la Fédération
- L'aide de tous les clubs pour encore plus de sérieux dans nos relations financières avec la Fédération.

ACTIVITES DU BUREAU (1980)

STATISTIQUES CONCERNANT PRINCIPALEMENT LES MEMBRES DU BUREAU

(4 à 6 personnes)

- CORRESPONDANCE FEDERALE	6.300 lettres ou envois 200 lettres personnalisées 18.500 photocopies
- COMMUNICATIONS	2.700 appels téléphoniques (reçus ou effectués) 18 jours de congés annuels pris pour la Fédération
- ACTIVITES	3.100 heures de présence ou de travail fédéral 96 jours x homme/an (AG, CD, Bureau, Commission, Rédaction, Routiniers Téléphone, Frappe etc...)-
- FRAIS ENGAGES NON REMBOURSES	4.500,00 F téléphone 4.800,00 F photocopie 1.500,00 F déplacements 1.000,00 F pertes et profits 9.000,00 F jours de congés 15.000,00 F local fédéral, archivage
TOTAL	35.800,00 F

LA DECENTRALISATION (1)

LA SITUATION EN 1980 : Peu de comités départementaux (4)
Une ligue régionale (Ile de France)
2 délégations régionales
Les mêmes dirigeants occupent tous les postes faute de candidats
Aucun travail sérieux dans la plupart des cas
Pratiquement tous les comités sont en infraction statutaire (pas de réunion de Bureau
CD ou AG)

Certains membres du comité fédéral qui n'ont aucune activité au niveau national, élus
au niveau départemental peuvent se vanter de n'avoir rien fait en 4 ans !

SOLUTION :

Un comité directeur restreint (12 à 16 élus)
Eviter d'élire au comité directeur des candidats qui n'ont pas eu une expérience
au niveau départemental

Chaque membre du comité directeur qui n'a pas une activité suivie au plan national doit
suivre le travail d'une région ou d'un département (correspondant)

Obliger à démissionner les élus qui ne participent pas à un travail précis pour
la Fédération.

Il faut les mettre au banc de notre association.

Formation de cadres (stages, etc...)

Mais en aucun cas il ne faut interrompre cette action fondamentale pour réussir
qu'est la décentralisation.

LA DECENTRALISATION (2)

- OBJECTIFS :
- . Mise en place de structures régionales et départementales sous le contrôle de la Fédération.
 - . Alléger la charge fédérale en encourageant l'initiative personnelle.
 - . Créer un esprit fédéral élargi qui s'étend aux régions.
 - . Donner des moyens et des responsabilités à un plus grand nombre de personnes.
 - . Créer de multiples points d'accueil fédéraux pour les clubs.
 - . Avoir un meilleur suivi des problèmes locaux.
 - . Augmenter l'activité sportive sur le territoire par la création de championnats régionaux et départementaux.
 - . Former progressivement des cadres fédéraux à l'échelon local qui pourront par la suite prendre des responsabilités au niveau national.
- , etc...

LA COMMISSION FEDERALE TECHNIQUE

A SON ACTIF

- . Des règles de jeu (1975)
- . Un règlement sportif -1976 et 1980)
- . Des stages d'arbitres (1974, 1975, 1976, 1980)
- . Des stages de marquage (1974-1980)
- . Arbitrages des divers championnats et phases finales

PROBLEMES

- . Insuffisance de l'encadrement (1 personne)
- . Manque de stages (arbitres, marqueurs etc...)
- . Manqué de moyen financier et de matériel de formation
- . Manque évident de coopération de la part des clubs

SOLUTIONS

- . 2 stages arbitres et marqueurs par an (minimum)
- . Augmenter le budget formation de cadres techniques
- . Mise à jour des règles du jeu
- . Délivrance de diplômes de différents degrés
- . Faire signer un contrat aux militaires du contingent qui sont au B.J.
- . Créer un corps arbitral indépendant
- . Exiger des clubs la formation d'un arbitre minimum par équipe engagée en championnat.

LA COMMISSION FEDERALE SPORTIVE

A SON ACTIF

- . Une année parfaite 1976
- . Des championnats division I corrects en 1979, 1980
- . Un bon championnat de division II en 1980
- . Des calendriers de matches dans l'ensemble respectés
- . Pratiquement aucun forfait en division I et II depuis 3 ans

PROBLEMES

- . Aucune communication suivie des résultats
- . Commission trop absente des terrains de jeu
- . Peu de considération pour les matches autres que division I et II
- . Une attitude pas assez ferme vis à vis des sanctions sportives
- . Travail trop important pour 2 personnes ?

SOLUTIONS

- . Président indépendant des clubs, qui prend ses responsabilités
- . Secrétaire efficace avec communication à tous les clubs des résultats chaque semaine (toutes catégories)
- . Une permanence toutes les semaines à heure fixe dans un lieu déterminé
- . Des calendriers de championnats et de challenges connus très tôt dans la saison (fin Décembre au plus tard)
- . Des inscriptions avec caution importante
- . Une observation continue des matches toutes catégories

L'EQUATION DE L'ECHEC

- *Le manque de moyens (pas de local, pas de secrétariat, pas de permanents, pas d'équipements sportifs etc...)*
- *Le manque d'effort collectif
(tout le monde est d'accord pour tout, du moment que c'est le voisin qui fait le travail);*
- *L'absence totale d'aide apportée par nos meilleurs sportifs à la cause fédérale
(aucun de ces athlètes n'a participé sous une forme quelconque à une action bénévole au niveau fédéral)*
- *L'esprit de clocher de certains (le club prime sur la Fédération, l'intérêt individuel sur l'intérêt général, la Fédération est responsable de tous les maux ! !)*
- *L'échec d'un début de réussite + le retour à la médiocrité
(situation plus stable, chacun se retrouve dans son élément)*

CONCLUSION

Pour sauver la Fédération en 1981 :

- Un budget de fonctionnement de 300.000,00 F
- Une aide loto pour les clubs de 200.000,00 F
- Un contrat spécial pour un Directeur Technique National de haut niveau
- La création de 2 postes de C.T.R.
- Une secrétaire à plein temps
- Un local
- La Fédération a aussi besoin de vous tous qui aimez le baseball et qui souhaitez qu'il vive.

MARTINEAU Jacques

Membre du Comité Directeur : 14/01/1975 – 08/06/1981

Membre du Bureau Fédéral : 14/01/1975 – 29/11/1975

Secrétaire Général : 29/11/1975 – 17/10/1976

Président : 17/10/1976 – 08/06/1981

PRESIDENT D'HONNEUR FEDERAL